REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

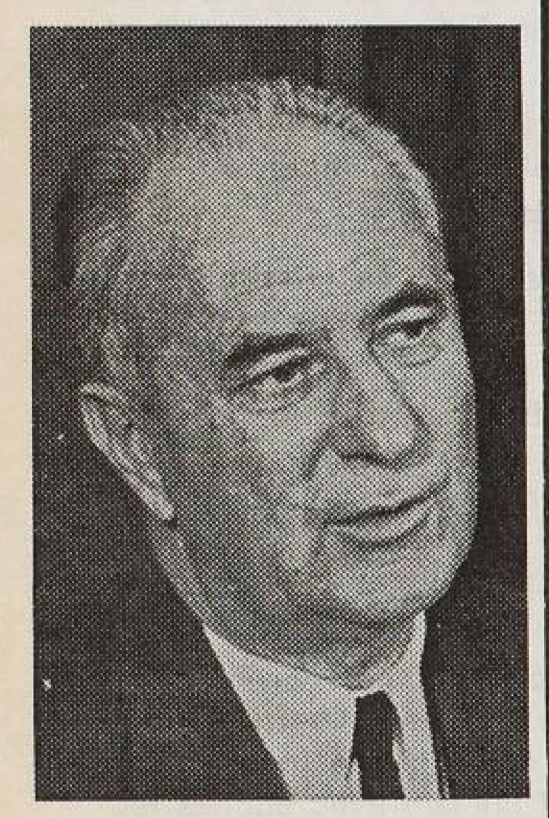
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

de Juin 1968

3e Circonscription

•

Gaston DEFFERRE



Officier de la Légion d'Honneur
Croix de guerre avec palmes (39-45)
Rosette de la Résistance

Union des Socialistes, Républicains et Démocrates

F.G.D.S. - Parti Socialiste S.F.I.O.
Parti Radical-Socialiste
Clubs de la Convention

CANDIDAT

Gaston DEFFERRE

Maire de Marseille
Député des Bouches-du-Rhône

SUPPLEANT

Noël LUCIANI

Capitaine au Long Cours

Les élections des 23 et 30 juin prochain ont un caractère exceptionnel. Elles surviennent, en effet, après une dissolution de l'Assemblée Nationale, elle-même consécutive aux événements du mois de mai et à l'impossibilité, dans laquelle s'est trouvé le chef de l'Etat, de procéder au référendum qu'il avait annoncé.

I. - LES CAUSES DES ÉVÉNEMENTS

De la protestation des étudiants transformée en révolte par la brutalité d'une répression qui a ému l'opinion, jusqu'à la grève massive de quelque dix millions de travailleurs de tous rangs, la France s'est trouvée paralysée.

Des incidents violents ont marqué cette période, en particulier dans les grandes villes dont plusieurs sont administrées par des municipalités gaullistes ou de tendance gaulliste.

Marseille est la seule grande ville où le calme et l'ordre ont régné.

Le pouvoir, incapable alors de redresser la situation, a renoncé au référendum qu'il avait décidé.

Cette incapacité, cette déroute, les Français l'ont ressentie.

Cette situation, à quoi est-elle due ?

— **A L'EXERCICE SOLITAIRE DU POUVOIR.** L'homme seul, quel qu'il soit, ne peut faire face à tous les problèmes du monde moderne.

— **AU REFUS DE TOUT DIALOGUE.** Ce refus opposé aux corps intermédiaires, élus ou syndicats, n'a laissé d'autre issue que la violence.

— **A LA PARTIALITE DE L'O.R.T.F.,** transformé en monopole de la propagande gouvernementale et dissimulant aux Français la situation réelle provoquée par la politique gaulliste (la grève des journalistes de l'O.R.T.F., dont beaucoup sont gaullistes mais attachés à la liberté d'expression et à l'objectivité de l'information, est significative à cet égard).

— **AU FAIT QUE LA MONTEE DE LA CRISE A ETE MASQUEE** par le prestige du Général de Gaulle juqu'au jour de l'explosion.

II. - QUI PORTE LA RESPONSABILITÉ ?

La responsabilité du Président de la République, du Gouvernement et des députés qui lui ont obéi, dans les événements et les causes qui les ont provoqués, est entière, totale, indiscutable.

Le Général de Gaulle a voulu exercer tous les pouvoirs, tout décider, tout commander lui-même.

Ses ministres, y compris le Premier, ne sont que des exécutants.

A son âge, après dix ans de pouvoir absolu, il ne changera ni de politique, ni de méthodes de gouvernement.

Son interview radio-télévisée du 7 juin — aux phrases vagues et confuses — n'apporte aucun engagement précis. D'ailleurs, l'expérience montre qu'il ne tient pas ses engagements et fait presque toujours le contraire de ce qu'il a annoncé !

Après la tournée des popotes, et la fameuse déclaration sur les « Français à part entière », il a donné l'indépendance à l'Algérie. Un million de pieds noirs rapatriés s'en souviennent.

Et qui aurait cru, en 1967, qu'il prendrait position contre Israël lors de la « guerre des six jours » et qu'il revendiquerait « la libération des Français au Canada » ?

Au moment des élections présidentielles de 1965, il a dit : « C'est moi ou le chaos ». Nous avons « lui et le chaos ». Envoyer au Parlement une majorité inconditionnelle, ce sera plonger à nouveau la France dans le chaos.

III. - POUR DÉFENDRE L'INTÉRÊT NATIONAL ET PRÉPARER L'AVENIR DE LA FRANCE : CHOISIR LA TROISIÈME VOIE

Quand la crainte suscitée par les événements de mai se sera atténuée, quand les élections auront eu lieu et qu'il faudra gouverner, on s'apercevra que le bilan économique de la crise, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, est très lourd.

Si les augmentations de salaires accordées ne sont, comme l'a dit le Président de la République aux téléspectateurs, qu'« apparentes », c'est-à-dire, si elles sont absorbées par la hausse des prix, les difficultés recommenceront.

SUR LE PLAN INTERIEUR

Il faut augmenter le montant du revenu national par une politique d'investissements productifs en renonçant aux investissements improductifs.

Il n'est, en effet, pas possible de faire les deux sans tomber dans l'inflation.

Il faut donc un changement fondamental de politique militaire, monétaire, économique.

— Il faut répartir plus justement entre les différentes catégories sociales le montant du revenu national, c'est-à-dire **faire une politique sociale plus équitable en commençant par abroger les ordonnances sur la Sécurité Sociale.**

Mais ce ne sera possible qu'à condition **d'engager et de maintenir le dialogue** avec tous les représentants qualifiés de tous les intéressés et en établissant avec eux **un véritable contrat national de progrès social et économique.**

La croissance économique et la justice sociale allant de pair, les crises pourront être évitées.

SUR LE PLAN POLITIQUE

Les Français doivent refuser de se laisser enfermer dans le faux dilemme de l'affrontement gaullistes-communistes.

Dans l'immédiat, le Président de la République espère que cela lui permettra de l'emporter. A terme, il sait que cela revient à livrer le pouvoir aux communistes.

Or, la majorité des Français ne veulent ni du communisme, ni du gaullisme.

La troisième voie, la voie de la paix civique, du progrès, de la justice sociale dans les libertés publiques et individuelles, c'est celle de la démocratie socialiste. C'est la voie qu'ont choisie avec succès les pays scandinaves, en particulier la Suède.

IV. - POUR QUEL DÉPUTÉ FAUT-IL VOTER ?

En votant pour GASTON DEFFERRE,
Président du Groupe Parlementaire de la F.G.D.S.,
Député des Bouches-du-Rhône,

MAIRE, dont l'autorité a su préserver sa Ville des violences qui se sont produites dans toutes les autres grandes cités françaises,

MAIRE qui a modernisé MARSEILLE, l'a transformée tout en administrant avec économie,

Vous enverrez siéger au Parlement un député
Qui ne devra obéissance à personne.
Qui aura le souci de l'intérêt général,
Qui saura défendre Marseille
Et définir pour la France la voie du Progrès et de la Paix.

Le 23 JUIN, vous voterez pour **GASTON DEFFERRE**

VU, le candidat.

Imprimerie « LE PROVENÇAL » - Marseille